

Pour défendre nos Retraites, Seule une grève générale les fera reculer !



Le gouvernement a donc lancé l'offensive sur la question des retraites. Le projet de loi de réforme du système des retraites est un projet libéral, brutal et injuste qui va accroître un plus l'exploitation et la paupérisation de la très grande majorité des salarié-e-s.

Il n'y a pas beaucoup de surprise dans les annonces faites, report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans, allongement de la durée de cotisation à 43 ans pour toucher une pension complète... autant de mesures qui vont encore un peu plus user et appauvrir des millions de travailleurs/euses. Qui pourra décemment travailler jusqu'à l'âge nécessaire pour profiter ensuite dignement d'une retraite bien méritée ?

Macron, Borne et consorts passent leur temps à nous mener en bateau en disant que pour sauver nos retraites, il faudrait travailler plus longtemps. Entendre parler de nos retraites uniquement sous l'angle des considérations comptables et de jargon technocratique est insupportable.

Nous ne sommes pas des variables comptables ni des stocks de main d'œuvre corvéables à merci. Lorsque nous parlons de nos retraites nous voulons parler de notre santé, de nos vies, de notre travail, de notre bien-être. Travailler plus longtemps, c'est impossible à supporter physiquement et moralement. Le travail est usant. Alors qui pourra tenir plus longtemps ? Personne ! Et qui veut travailler plus longtemps ? Personne !

Les patrons l'ont bien compris : ils n'embauchent pas ou peu de séniors, voire en virent une bonne partie. Elles et ils sont de plus en plus nombreuses et nombreux à être au chômage ou à toucher le minimum vieillesse en attendant d'obtenir une retraite méritée. Reculer l'âge de départ à 64 ou 65 ans, c'est augmenter la misère des ainé-e-s que nous deviendrons toutes et tous, à moins de mourir avant (près d'un quart des plus pauvres n'atteint pas 65 ans) !

Un véritable braquage des revenus du travail !

Ce n'est pas nos retraites que Macron et ses sbires veulent sauver mais les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires ! Depuis le début de son premier mandat, Macron n'a eu de cesse de faire des cadeaux aux capitalistes (en supprimant l'ISF, en mettant en place la flat tax, en baissant les impôts des entreprises au nom de la « compétitivité », etc) tout en nous les faisant payer par ailleurs en sabrant dans les services publics et les solidarités collectives (sécurité sociale, assurance chômage, retraites, cotisations sociales). Les dividendes versés aux actionnaires sont autant d'argent non versé aux salarié-es et aux caisses de cotisations sociales.

Tout cela coûte de l'argent, que Macron voudrait prendre sur nos retraites, donc nous faire travailler plus longtemps pour financer ses cadeaux.

Une réforme plus idéologique qu'économique

De plus, il faut rappeler que contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, le système de retraite n'est pas un simplement un système de solidarité inter-générationnelle. La retraite est une part de notre salaire mais différé, c'est donc un salaire à vie, et c'est un salaire qui n'est donc pas lié à l'emploi. C'est pourquoi les capitalistes avancent pas à pas jusqu'à la destruction totale de notre système de retraite car il leur est impensable que l'on puisse être rémunéré sans être employé. A terme, on se dirige donc (ça a déjà commencé) vers un système de retraite par capitalisation : les gens se payeront leur retraite en prenant des assurances retraites.

La réforme de retraites fait réagir parce que ça concerne beaucoup de monde. Mais c'est une suite logique : après avoir attaqué les transports, la poste, la santé, la justice et l'éducation, les gouvernements successifs mettent en place leur idéologie façon bulldozer. Avec la réforme des facs, des lycées, parcours sup' et du lycée pro, les conséquences vont s'empiler sur le collègue unique, victime en sursis. Il y a un petit décalage dans le temps entre le moment où ces réformes ont été votées et le moment où les gens ont compris - de plein fouet - ce que ça faisait, concrètement.

N'attendez pas la retraite pour la défendre, ou vous n'en aurez pas !

La Retraite est un choix politique de partage des richesses, de justice sociale, de conditions de travail.

La CNT appelle à se mobiliser pour l'abandon du projet de réforme et la société capitaliste n'étant pas à réformer mais bien à abattre la **CNT soutient** toutes les revendications qui pourraient lui porter atteinte et revendique de travailler moins pour vivre mieux.

La CNT estime que la réussite du mouvement peut ouvrir la voie à une nouvelle série de conquêtes sociales.

C'est pourquoi la CNT revendique :

- La hausse des pensions
- La hausse des salaires pour faire face à l'inflation et financer nos retraites grâce aux cotisations
- L'abaissement de l'âge légal de départ à la retraite pour profiter de la vie
- L'abandon de la décote et de la surcote
- La baisse du nombre d'annuités requises pour une retraite à taux plein

Mais aussi

- La baisse du temps hebdomadaire et annuel de travail
- L'augmentation du nombre de semaines de congés payés

La **CNT appelle** l'ensemble du personnel à **se réunir en assemblée générale** pour décider des modalités de la grève pour obtenir l'abandon de ce projet de loi et l'amélioration pour toutes et tous de nos salaires et de nos retraites.

La **CNT soutient** toutes les initiatives pour **mettre en place des caisses de grève, amplifier et reconduire la grève.**

Jeudi 19 janvier 2023

GREVE interprofessionnelle

**MANIFESTATION unitaire
11h – Manufactures des tabacs**

**Ne laissons pas les capitalistes diriger nos vies.
C'est nous qui cotisons, c'est nous qui décidons !**



SYNDICATS CNT DU RHÔNE

44, rue burdeau 69001 Lyon (métro croix paquet)
Mail : ud69@cnt-f.org Web : www.cnt-f.org/cnt69/